

dix-sept pour cent. Quelqu'un prétendra-t-il que telle était la vraie raison de cette hausse ?

UNE VOIX.—Certainement !

L'HON. M. SEYMOUR.—J'ai ici, d'après le *Times* de Londres, la cote des fonds canadiens au 7 novembre, date de la lettre dans laquelle Son Excellence transmettait la nouvelle de l'acceptation du projet par les délégués, et je trouve que les fonds avaient monté de 86 à 90.

L'HON. M. MAOPHERSON.—Je ne me suis point trompé en disant que nos fonds avaient monté par suite de cette nouvelle. J'insisterai auprès de l'hon. membre pour une explication plus satisfaisante.

L'HON. M. SEYMOUR.—Tout le monde sait que mille causes diverses influent sur le mouvement des fonds anglais, le taux d'intérêt de la banque d'Angleterre, etc., etc. Or, je trouve que le 7 novembre les fonds canadiens étaient cotés de 86 à 92, tandis que le 25 novembre, époque à laquelle la nouvelle de la confédération devait être reçue, ils étaient cotés de 88 à 92. Et aujourd'hui que l'adoption de cette mesure est presque certaine, la cote est de 81 à 83.

L'HON. M. MAOPHERSON.—Je suppose que l'hon. monsieur connaît les causes de cette baisse : à peine le résultat des délibérations de la conférence était-il connu en Angleterre, que l'excursion de St. Alban eut lieu et produisit une baisse de dix-sept à dix-huit pour cent sur les fonds canadiens.

L'HON. M. SEYMOUR.—La sage politique du gouvernement anglais nous a au moins tenus en bons termes avec nos voisins. Il est vrai qu'ils ont établi un système de passeports, mais ils vont les abolir, et nos relations resteront les mêmes, sauf le traité de réciprocité. Tous les hommes d'affaire savent parfaitement que cette hausse des fonds n'avait rien de commun avec le projet de confédération. Et quelle influence pouvait avoir ce projet ? qui fait que les fonds montent ou baissent ? n'est-ce pas la confiance qu'ont les capitalistes que les intérêts seront payés ? Or, avec la confédération, notre dette ne va-t-elle pas augmenter ? Il faudra construire et exploiter le chemin de fer intercolonial, le tout aux frais du Canada. Il faudra maintenir les gouvernements locaux et le gouvernement général, et, si on en juge par le passé, il y a peu de chances de réduction. (Écoutez !) Voici ce que coûtaient les deux gouvernements avant l'union des provinces : le gouvernement du Bas-Canada dépensait, y compris les traite-

ments des employés, £57,618. Dans le Haut-Canada nous étions économes. Nous avions le pacte de famille et nous aurions pu en avoir un pire. (Écoutez ! et rires.) L'esprit public ne s'était pas encore abaissé aux pratiques de la corruption. (Écoutez !) Les dépenses des deux gouvernements réunis n'excédaient pas £100,000 par an. Que sont-elles aujourd'hui ? Il y a deux ans les dépenses du service civil, sans comprendre la milice, se montaient à trois millions de piastres, c'est-à-dire que dans un peu plus de vingt ans les dépenses sont devenues sept fois plus fortes, et cependant nous n'avons eu qu'un gouvernement. Mais qu'avons-nous à attendre, sous ce rapport, du gouvernement confédéré. Tous les hon. membres le savent, il faudra plaire à tout le monde et continuer les mêmes dépenses sous le nouveau régime. On ne peut renvoyer d'anciens serviteurs, il faudra les employer ou leur donner des pensions. Peut-on supposer que la confédération va diminuer nos dépenses ? J'admets que les provinces maritimes ont été plus économes que nous. Mais nous aurons à payer les gouvernements locaux ; il faudra un nouveau personnel dans chaque province, et ce personnel nous causera un surcroît de frais. Et les deniers sortiront de la poche du peuple qui devra être taxé directement ou indirectement. Qu'importe que les populations paient une taxe directe ou aient à supporter des droits excessifs. Les gouvernements devront avoir recours, et sur une grande échelle, à la taxe directe.

Six heures sonnent, l'ORATEUR quitte le fauteuil ; à la rentrée, l'hon. M. SEYMOUR continue :

Je pense, hon. messieurs, que l'importance de ce projet au point de vue financier sans parler du changement constitutionnel exige un appel au peuple. Je ne me suis pas assez étendu sur ce point que le projet de fédération consolidera notre union avec la mère-patrie. Tout le parti qui demande des réformes financières en Angleterre, y compris le *Times* et autres journaux influents qui, pour des raisons de finance, demandent l'abandon des colonies, a accueilli chaleureusement ce projet. Le gouvernement impérial sanctionnera la confédération, il n'y a pas de doute, mais c'est aujourd'hui sa politique de sanctionner toutes les mesures locales adoptées pour les colonies. En outre de la presse et des réformistes favorables à l'abandon des colonies, tel que GOLDWIN